

Congrès d'UD

## Christophe Le Comte remplace Jean-Noël Lahoz en Essonne

vendredi 22 juin 2018 [Valérie Forgeront](#)



Photographie : F. Blanc (CC BY-NC 2.0)

Près de 250 militants FO dont la majorité de délégués représentant 72 syndicats FO du département se sont réunis le 15 juin dernier à Evry, dans les locaux de l'union départementale Force Ouvrière à la Bourse du Travail, pour le XI<sup>e</sup> congrès de l'UD FO de l'Essonne.



Placé sous la présidence du secrétaire général de la Confédération FO, Pascal Pavageau, ce XI<sup>e</sup> congrès de l'UD FO de l'Essonne qui s'est tenu le 15 juin dernier à Evry a été marqué notamment par le passage de témoin entre Jean-Noël Lahoz qui a effectué trois mandats à la tête de l'UD FO, soit onze années, et Christophe Le Comte. Ce militant de 49 ans, issu du secteur Commerce (Fnac Logistique), n'est pas un inconnu pour l'union départementale puisqu'avant d'en devenir le secrétaire général, il était un des secrétaires généraux adjoints.

Au fil d'une dizaine d'interventions à la tribune, les congressistes – qui ont approuvé à l'unanimité les rapports d'activité et de trésorerie – ont évoqué à la fois la situation sociale départementale mais aussi nationale, l'une étant liée à l'autre bien sûr.

Ainsi, affirmant que « l'action » du congrès de l'UD se situe dans le droit fil des résolutions adoptées à la quasi-unanimité des 3 500 délégués réunis lors du congrès confédéral au mois d'avril 2018 à Lille, les délégués FO de l'Essonne ont réaffirmé dans la résolution générale du

congrès (votée à l'unanimité) leur opposition à un certain nombre de réformes dont ils ont exigé le retrait. Parmi celles-ci, la loi Macron I, la réforme territoriale, la loi El Khomri (sur le travail), les ordonnances Macron/Pénicaud (loi travail), la loi ORE (Parcoursup)...

### **Des services publics mis à mal**

La mise en œuvre de ces réformes et de bien d'autres visant à réduire la dépense publique, à abaisser le coût du travail ou encore à déréglementer la législation sur le travail ont bien sûr des incidences sur le terrain. En Essonne explique ainsi le nouveau secrétaire général de l'UD FO, un secteur nombre de secteurs public ou privé sont durement impactés en termes d'emplois, de recul de missions publiques, de fermetures de sites...

À l'hôpital Sud Francilien d'Evry-Corbeil, les mesures de suppressions de postes d'agents et les économies prônées font craindre la remise en cause des acquis des personnels. L'UD FO demande par ailleurs le maintien de la maternité de Dourdan et fustige le projet, dans le nord du département, d'un regroupement à Saclay de trois hôpitaux, ceux d'Orsay, Longjumeau et Juvisy-sur-Orge. On assisterait alors à la suppression de services publics de proximité s'indigne Christophe Le Comte notant que ce regroupement/fusion induirait la fermeture de centaines de lits et la perte de nombreux emplois.

Du côté de l'Education et comme dans beaucoup d'autres départements, l'UD FO combat la mise en place de la réforme des rythmes scolaires qui désorganise le service des enseignants et des agents territoriaux, s'oppose à la fermeture de classes, de postes et des centres d'information et d'orientation (CIO). Dernièrement l'UD FO et une association de parents d'élèves se sont mobilisés pour l'obtention de postes supplémentaire d'enseignants au collège des Dines-chiens à Chilly-Mazarin collège. À force de mobilisations, nous avons obtenu la promesse d'une augmentation des effectifs. Reste à voir si la promesse sera tenue indique Christophe Le Comte.

### **L'affaire Carrefour**

Dans le secteur de la sécurité sociale, les restructurations de services faites au nom des économies budgétaires font craindre le pire en matière de maintien de services rendus aux usagers. Il y a un risque évident d'un remplacement de l'accueil physique des usagers réalisé par les personnels par le service numérique Améli (plateforme en ligne de l'assurance maladie). Actuellement, tous les départs en retraite des agents ne sont pas remplacés et l'on constate de plus en plus de fermetures sporadiques de services. Là encore l'accueil de proximité est menacé explique le secrétaire général de l'UD FO.

Evocation du manque de moyens et d'effectifs au sein de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, contestation de la réforme ferroviaire... Les congressistes ont évoqué aussi la situation des emplois et des conditions de travail des salariés du privé. L'enseigne Carrefour qui a défrayé la chronique depuis plusieurs mois par son plan de suppression de plusieurs milliers d'emplois dans les différents sièges (2 300 suppressions) et par la fermeture de magasins de proximité (2 100 suppressions d'emplois chez les ex-Dia) constitue une grande source d'inquiétude dans le département.

Le plus grand hypermarché Carrefour de France est en effet basé à Sainte-Geneviève des Bois, un autre très grand site Carrefour est installé aux Ullis, un des principaux sièges de l'enseigne est situé à Massy... Le plan de suppressions d'emplois dans les sièges et le plan de

restructuration des hypers fait craindre des conséquences désastreuses sur l'emploi local s'inquiète Christophe Le Comte. Le 31 mars dernier à l'initiative de FO notamment les salariés de Carrefour avaient lancé une grève nationale pour protester contre ce massacre des emplois. Le mouvement avait été massivement suivi ce qui avait contraint de nombreux magasins à baisser le rideau ce jour là.

### **Vingt nouveaux syndicats FO**

À Vert-le-Petit où est implanté le siège de la société Isochem (secteur de la chimie) les salariés ont vécu des moments angoissants ces derniers mois. FO qui est en position leader sur le site a dû batailler ferme (grèves, manifestations...) pour faire entendre la voix des salariés et sauver les emplois menacés dans le cadre de la reprise de l'entreprise (mise en redressement judiciaire en juillet 2017). Une centaine d'emplois étaient sur la sellette à Vert-le-petit, repris depuis par une entreprise américaine. L'action syndicale a permis de les sauver se réjouit Christophe Le Comte.

Une fois de plus cela démontre la portée de la mobilisation de salariés soutenus par une structure syndicale dont la représentativité est forte. L'UD FO de l'Essonne se félicite de la création de nouveaux syndicats dans le département au cours du dernier mandat. Cela participera à étendre encore l'action syndicale dans les entreprises et les services publics, Une vingtaine de syndicats ont été créés calcule le secrétaire général de l'UD soulignant le dynamisme du développement de l'organisation FO à l'échelon départemental.

La nouvelle composition du bureau de l'UD réjouit par ailleurs le nouveau secrétaire général. Ce bureau est composé de trois femmes et trois hommes... Les trois militantes sont issues des secteurs de la sécurité sociale, des lycées et collèges et du versant territorial de la fonction publique. Les trois militants viennent eux du secteur des transports, du versant hospitalier et de l'entreprise Isochem. Nous n'avons pas recherché une parité. Simplement ce bureau a du sens insiste Christophe Le Comte.

### **FO reste à la Bourse du Travail**

D'ores et déjà et au-delà des combats syndicaux « extérieurs », la nouvelle équipe de l'UD FO sait qu'elle a sa charge un dossier de travail incontournable : la défense des locaux de l'UD à la Bourse du Travail. Ce bâtiment construit au début des années 1980 à la demande des syndicats du département, lesquels ont participé d'ailleurs à sa conception accueille sept organisations syndicales dont FO. Ces dernières années, le Département de l'Essonne a voulu virer les syndicats pour qu'ils se réinstallent dans des locaux plus exigus. Nous aurions été réduits alors à une sorte de bureau d'accueil. À force de combativité, les organisations dont l'UD FO ont eu gain de cause il y a un an : le département a dû accepter qu'elles restent à la Bourse du Travail. Les syndicats disposent d'un bail de cinq ans.

L'affaire n'est pas réglée pour autant. Le conseil départemental de l'Essonne voudrait désormais que les organisations supportent l'ensemble des coûts du bâtiment, notamment le coût de fonctionnement. Une subvention serait allouée par le Département ce qui conduirait les organisations à payer elles-mêmes tous les frais nécessaires au bon fonctionnement de la Bourse du Travail. Cela permettrait au Département d'isoler une dépense de son budget explique Christophe Le Comte. Les organisations s'opposent à cette subvention qui ferait l'objet d'une convention adossée au bail.

Cela pourrait nous mettre notamment en difficulté financière, car le poids des dépenses serait forcément supérieur à celui supporté actuellement par le département, notamment, car il dispose de l'appui de ses services techniques pour les interventions d'entretien, de réparations... On nous propose donc un système entraînant une précarité financière... Nous refusons. Les discussions se poursuivent entre le département et les syndicats qui vivent pour l'instant sans cette convention indique malicieusement Christophe Le Comte.

### **Que toutes les structures FO de l'Essonne se tiennent prêtes...**

Quel axe se fixe l'UD FO pour les années à venir ? L'axe de la « continuité » au plan de l'exercice syndical. Résister, revendiquer... et surtout reconquérir des droits, cela me va bien comme perspectives souligne avec humour Christophe Le Comte. Le militant sait que la reconquête des droits ne ressemblera pas à une navigation sur un fleuve tranquille. L'UD FO a l'habitude... Depuis 2015, l'UD s'est mobilisée pour s'opposer aux contre-réformes Macron. Nous faisons aussi de la défense de la sécurité sociale, un de nos principaux chevaux de bataille. Par exemple, les cotisations sociales supprimées pour augmenter l'impôt CSG, ça n'est pas admissible !

Défense de la Sécu, des retraites, des emplois... Dans sa résolution générale, le congrès de l'UD-FO de l'Essonne a mis les points sur les « i ». Il rappelle que rien n'a été obtenu sans un réel rapport de force. Que jamais une grève par délégation n'a fait bouger les lignes sur l'ensemble. Et de préciser... Le congrès, conscient que seule une mobilisation interprofessionnelle d'ampleur pourra faire aboutir nos revendications, demande à toutes les structures FO de l'Essonne de se tenir prêtes à répondre aux appels de l'Union départementale, de l'URIF et de la Confédération qui iront dans ce sens. FO, la CGT et trois organisations de jeunesse (Unef, UNL et FIDL) ont d'ores et déjà décidé d'appeler à une journée de revendications et de mobilisations au plan interprofessionnel le 28 juin. L'UD FO prendra toute sa part dans cette journée d'actions.

Voir en ligne : [Retrouvez les photos du Congrès de l'UD FO 91 sur le flickr FO](#)

---

### **À lire également**

- [Bourse du travail : les syndicats de l'Essonne ne lâchent rien](#)
- [Maison des syndicats d'Évry : FO mobilisé pour défendre le bien commun](#)

---

Article de FO hebdo

<https://www.force-ouvriere.fr/christophe-le-comte-remplace-jean-noel-lahoz-en-essonne>